



Berlusconi a perdu, le Gladio ne s'avoue pas vaincu

Par [Réseau Voltaire](#)

Mondialisation.ca, 21 avril 2006

Réseau Voltaire 21 avril 2006

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les élections italiennes du 10 et 11 avril 2006 ont enfin rendu leur verdict définitif le 19 avril lorsque la Cour de cassation italienne a rejeté les plaintes de la coalition de Silvio Berlusconi sur la validité du scrutin. La coalition de centre-gauche de Romano Prodi obtient une majorité de 63 sièges à la Chambre des députés et de seulement deux sièges au Sénat. La décision de la Cour de cassation vient, théoriquement, mettre un terme définitif aux actions de la majorité sortante pour contester le résultat des élections, au grand soulagement d'une presse internationale qui avait pris fait et cause pour l'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi contre le Premier ministre sortant.

Avant les élections, le cabinet de diffusion de tribunes Project Syndicate, proche de George Soros, s'était employé à donner la parole à des experts économiques italiens très critiques à l'égard de Silvio Berlusconi.

C'est Fernando Targetti, ex-membre du comité des Finances du parlement italien et député des démocrates de gauche italiens, qui a disposé de la plus large diffusion. Il est en effet publié dans Der Standard (Autriche), L'Orient le jour (Liban), Korea Herald (Corée du Sud), El Tiempo (Colombie), Daily Times (Pakistan), Taipei Times (Taiwan), La Libre Belgique (Belgique) et sans doute d'autres titres nous ayant échappé. L'auteur dénonce la politique économique du Cavaliere, sa corruption, son affairisme, sa domination des médias et les manipulations préélectorales que la coalition « de centre-droit » de Silvio Berlusconi a orchestrées. Ce faisant, l'auteur est à l'unisson avec la plupart des éditorialistes de la presse dominante qui, par une belle unanimité, critiquent l'ancien président du conseil italien sur ces points précis.

Luigi Spaventa, ancien ministre italien du Trésor et du Budget, voit lui aussi sa tribune diffusée par Project Syndicate mais n'a droit qu'à une publication dans le Daily Times et le Korea Herald. L'auteur s'y montre critique des politiques économiques suivies par l'Italie depuis 10 ans, soit à peu près depuis qu'il n'est plus ministre. Il estime que le gouvernement Berlusconi a, avant tout, pour premier tort de ne pas avoir suffisamment dérégulé l'économie italienne et qu'il ne l'a pas assez privatisée. Par conséquent, il engage implicitement le gouvernement Prodi à pratiquer ces politiques.

Les milieux atlantistes européens font preuves d'une belle unanimité pour dénoncer Silvio Berlusconi, sans doute parce qu'il était devenu de façon bien trop évidente la caricature d'un système politique. En outre, M. Prodi est un homme apprécié dans ces milieux.

Ancien président de la Commission européenne entre 1999 et 2004, n'était-il pas en poste quand les accords de coopération entre l'Union européenne et Washington sur la « guerre au terrorisme » ont été négociés et signés ? N'est-ce pas lui encore qui présidait la Commission qui rédigea et accepta la « directive Bolkestein » ?

M. Prodi ne peut pas apparaître comme un obstacle à la réforme du fonctionnement de l'économie européenne et son adaptation au modèle anglo-saxon souhaité par les élites médiatiques européennes, pas plus qu'il n'est un adversaire des liens transatlantiques. Toutefois, aujourd'hui, pour la gauche atlantiste, cette dimension doit être masquée au nom de la célébration de la défaite de Silvio Berlusconi, associé dans une même exécration à la figure de George W. Bush par une large part de la population européenne.

L'ancien ministre socialiste français de la Santé et ancien administrateur de l'ONU au Kosovo, Bernard Kouchner, perçoit la victoire de Romano Prodi comme un motif d'espérance. Se voyant en grand rassembleur de la gauche française, il appelle à l'adoption du modèle italien pour construire le programme de gauche et désigner ce qui pourrait être un candidat unique à l'élection présidentielle de 2007. Par ce biais, il écarte tout élément de programme concret et masque les éléments les plus gênants au passif de Romano Prodi aux yeux de ses électeurs potentiels. Étrangement, ce grand appel au peuple de gauche français pour recourir au modèle italien se fait dans Le Figaro, quotidien conservateur français.

Romano Prodi n'a a priori rien de très inquiétant pour Washington. Toutefois, cela ne veut pas dire que la défaite de l'allié Silvio Berlusconi est une bonne nouvelle pour les faucons aux États-Unis. En effet, de par son action passée, rien ne laisse augurer une quelconque volonté réelle d'indépendance du nouveau Premier ministre italien. Mais M. Prodi a aussi défendu son idée de relancer le projet européen grâce à la constitution d'un noyau dur rassemblant l'Italie, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et l'Espagne. M. Prodi a également exprimé son souhait de voir ces pays développer une politique de défense. Ce faisant, M. Prodi cherche sans doute un ré-équilibre des positions italiennes, devenues pro-états-uniennes jusqu'à la caricature sous la direction de son prédécesseur. En outre, du fait de l'étroitesse de sa victoire Romano Prodi dépend de mouvements tels que Refondation communiste, très désireux de s'éloigner de Washington.

C'est dans ce contexte que le journaliste néo-conservateur et chercheur à l'American Enterprise Institute, Michael A. Ledeen, revient sur les élections italiennes dans le Wall Street Journal dans un texte implicitement chargé de menaces. M. Ledeen se réjouit de la faible marge de manœuvre dont dispose M. Prodi du fait de sa courte victoire. Il rappelle que dans la coalition de M. Prodi, il existe des partis qui soutiennent une politique néo-conservatrice, il désigne les Verts et les radicaux italiens, et d'autres qui ne la soutiennent pas. L'auteur insiste sur le fait que M. Prodi pourrait perdre sa majorité facilement et exige dès lors que le ministre italien des Affaires étrangères soit une personnalité appréciée aux États-Unis. Il exige par ailleurs que la nomination de cet « ami de l'Amérique » soit immédiate et anticipe même la désignation du reste du gouvernement. En un mot, M. Ledeen exige des gages de la part du gouvernement Prodi. Enfin, il conclut sur le fait qu'un recompte des bulletins litigieux de l'élection italienne pourrait permettre une victoire inattendue de Silvio Berlusconi, une hypothèse désormais exclue par la Cour de cassation italienne mais qui au moment de la publication pouvait apparaître comme crédible.

Le ton menaçant de M. Ledeen ou ses exigences peuvent sembler dérisoires. Après tout, quel est le poids d'un journaliste états-unien dans les décisions entourant les nominations dans un gouvernement issu d'une majorité nouvellement élu ? Cet éditorial ne doit cependant pas être pris à la légère. En effet, Michael Ledeen fut, lors des « années de plomb » en Italie, un homme clé du réseau occulte de l'Alliance atlantique en Europe. Dans les années 70, il était consultant auprès des services secrets italiens et du commandeur

suprême de l'OTAN. En lien avec les uns et les autres, il était membre de la loge maçonnique Propagande Due, plus connue sous son acronyme de loge P2, qui fomenta divers [attentats faussement imputés à l'extrême gauche](#) et hésita à perpétrer un coup d'État pour empêcher les communistes de participer au gouvernement. Dans cette loge, à la même époque, on trouvait un certain Silvio Berlusconi ainsi que plusieurs responsables des services de renseignements italiens. A la fin des années 70, il retourna aux États-Unis pour diriger le Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA) organisation servant de lien entre Tsahal et le Pentagone et au Conseil d'administration duquel on a trouvé Dick Cheney ou Richard Perle. L'article de Michael Ledeen émane donc d'un individu proche des clans au pouvoir aux États-Unis et ayant déjà, par le passé, participé à l'organisation d'une déstabilisation terroriste de l'Italie. Il ne faut donc pas le prendre à la légère. La nomination à venir du ministre des Affaires étrangères italien devra être suivie avec la plus grande attention.

L'analyste italien du Center For Strategic & International Studies Raffaello Pantucci, lui aussi partisan d'une alliance italo-états-unienne étroite, se montre bien moins menaçant dans le Boston Globe. Il est sûr de son fait, l'Italie restera proche des États-Unis. Il affirme ainsi, sans se montrer très précis sur ce qu'il entend, que Silvio Berlusconi n'était pas un allié stable et que cela faisait longtemps que, des deux côtés de l'Atlantique, on avait préparé l'éventualité de sa défaite. Ainsi, il semble acquis pour le chercheur que le gouvernement Prodi restera lié aux États-Unis... du moins si Romano Prodi tient sa majorité. L'auteur affirme que le gouvernement Prodi retirera bien ses troupes d'Irak mais en compensation, il déploiera dans le pays des services civils collaborant avec les troupes d'occupation.

Rappelons que M. Prodi ne brilla pas par son courage lorsque Michael Ledeen et ses amis déstabilisèrent l'Italie. Il prit l'initiative d'informer la police du lieu de détention de son prédécesseur Aldo Moro, mais refusa de révéler la source de son information, prétendant qu'elle provenait des songes d'une voyante. Cette information n'étant pas sourcée de manière crédible ne fut pas vérifiée par la police. Elle était pourtant exacte et Aldo Moro fut assassiné par ses ravisseurs.

La presse arabe tente pour sa part de comprendre le vote italien et semble se passionner pour le principe des grandes coalitions.

Ainsi Alhayat reproduit un article du journaliste italien Massimo Giannini, déjà publié dans La Repubblica, sur l'option d'une coalition associant Forza Italia aux partis de centre gauche. Pour l'auteur, cette proposition n'a pas de sens et n'est que la dernière manœuvre berlusconienne pour trahir le sens du scrutin et conserver une influence sur le pouvoir.

La possibilité d'une grande coalition est exclue aujourd'hui. Pourtant, dans un éditorial publié au lendemain du scrutin, c'était l'hypothèse que privilégiait la rédaction du journal Asharq Al Awsat. Le quotidien arabophone s'interroge sur ces Européens qui ne semblent plus pouvoir choisir entre les partis, comme si aucun ne leur convenait. Comparant les cas italiens et allemands, pourtant peu comparables en terme de participation, ils prédisaient, à tort, la constitution d'une grande coalition.

Articles Par : [Réseau Voltaire](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca